



© MONUSCO/Sylvain Liechti

Rapport mensuel

Baromètre sécuritaire du Kivu

Novembre 2025

Le M23 poursuit son expansion, les massacres des ADF augmentent

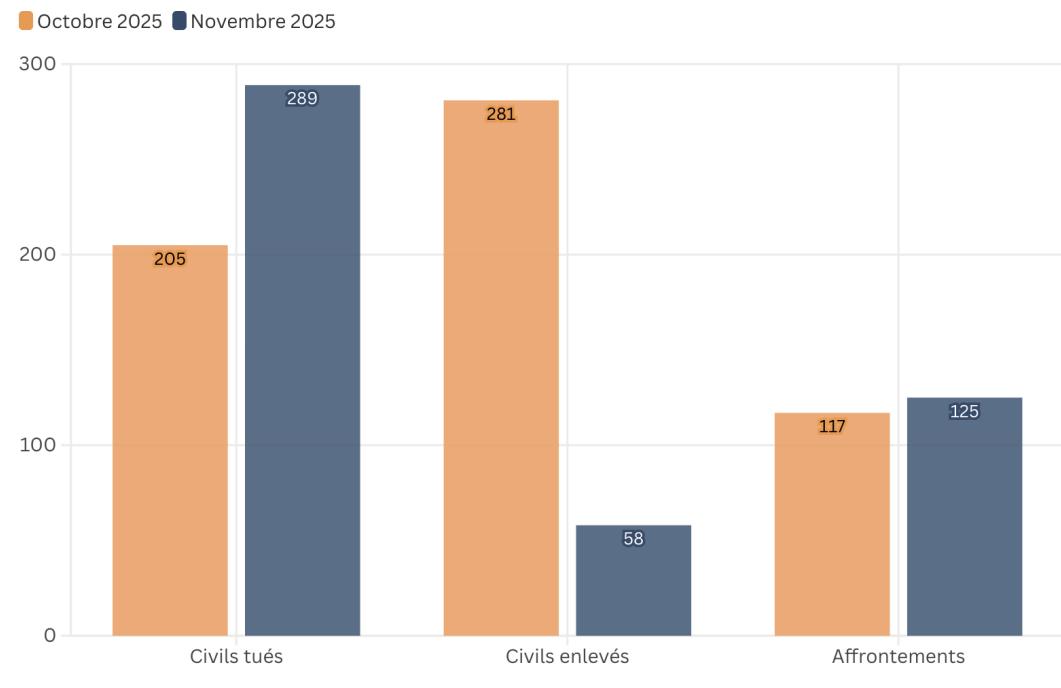
Résumé

Le Baromètre sécuritaire du Kivu (KST) a documenté 226 incidents sécuritaires dans les provinces du Sud-Kivu (109), du Nord-Kivu (100) et de l'Ituri (17) durant le mois de novembre 2025 (en légère baisse de 5 % par rapport au mois d'octobre). Le nombre de civils tués a, en revanche, fortement augmenté : 289 civils tués ont été documentés (contre 205 en octobre).

Le territoire de Lubero, notamment le secteur de Bapere et la chefferie des Baswagha, devenus l'épicentre de l'activisme des Forces démocratiques alliées (ADF), a encore une fois été l'espace le plus meurtri de la période sous examen avec un total de 121 civils tués dont 22 femmes. Relativement peu couverts par les médias, les ADF ont été, comme souvent, le groupe le plus meurtrier dans l'est de la RDC.

Dans le Kivu, l'accord-cadre signé à Doha le 15 novembre n'a pas fait taire les armes. La rébellion de l'Alliance fleuve Congo et sa branche armée le Mouvement du 23 mars (AFC/M23) ont poussé vers l'ouest et le sud, s'étendant jusqu'à Maimingi dans le Shabunda, Kasika dans le territoire de Mwenga.

Tendances mensuelles Nord-Kivu, Sud-Kivu et Ituri



Source : données du Baromètre sécuritaire du Kivu

Malgré la baisse d'activisme armé, l'Ituri est toujours instable

Dans le territoire d'Aru, quatre civils ont perdu la vie à la suite d'homicides perpétrés par des inconnus dans le secteur de Zaki. Des hommes non-identifiés ont enlevé, le 19 novembre, une fillette de douze ans et l'ont tuée. De même, le mois précédent, le territoire d'Aru enregistrait trois morts de civils dont une fille tuée au village d'Ariwara par des hommes armés non identifiés. Le territoire d'Aru qui ne connaît qu'un niveau inférieur d'activisme des groupes armés, continue d'enregistrer des incidents meurtriers démontrant une persistante instabilité sécuritaire.

Dans les territoires de Djugu, Mahagi et Irumu, la Convention pour la révolution populaire (CRP), la Coopérative pour le développement du Congo (Codeco) et les Zaïre ont été moins actifs durant le mois de novembre.

L'affaiblissement de la CRP, mentionné dans le précédent rapport mensuel du KST, semble se confirmer. Les attaques menées par les FARDC contre elle durant le mois d'octobre ont fragilisé cette milice sur ses positions du littoral du lac Albert. Durant le mois de novembre, une seule offensive des FARDC sur l'une des dernières positions de la CRP a été enregistrée dans le territoire de Mahagi en date du 16 novembre au village de Mawa. Les combattants CRP ont, par ailleurs, tué une femme à Mabanga en date du 17 novembre.

Alors que la CRP tentait de se réorganiser dans l'ouest du territoire de Djugu, les FARDC y ont organisé des bouclages à Mabanga, Dala et Iga-Barrière. Dans cette même partie du territoire, le KST n'a enregistré aucun incident commis par la Codeco et le Zaïre en novembre, tandis que 16 incidents y ont été enregistrés en octobre dernier.

Cette baisse des incidents commis par la Codeco pourrait s'expliquer par sa tacite collaboration avec les FARDC.

Les ADF prennent pour cible des bases de *Shujaa* et multiplient les tueries

L'activisme du groupe ADF affilié à l'État islamique continue de terroriser les populations civiles des territoires de Lubero, Mambasa et Irumu dans le nord-est de la RDC. Durant la période sous examen, au moins 123 civils ont été tués (contre 75 au mois d'octobre).

L'incursion la plus meurtrière est survenue dans la nuit du 14 novembre, au village de Byambwe en chefferie de Baswagha, à environ 80 kilomètres de la ville de Butembo, où les ADF ont tué au moins 29 personnes. Dix-huit des victimes dont onze femmes et sept hommes ont été tuées à l'arme blanche dans la structure sanitaire du village qui a ensuite été vandalisée et incendiée. Les sources locales ont fait état d'enlèvements d'autres personnes sans en communiquer le nombre à ce stade.

Entre le 18 et le 24 novembre, la chefferie de Baswagha a été victime de quinze attaques des ADF. Seules deux ont été repoussées : l'une par la coalition ougando-congolaise *Shujaa*, l'autre par les *Wazalendo* du groupe Maï-Mai Le Blanc.

Ces incursions ont entraîné des déplacements massifs de population vers Butembo, Musienene ou Kirumba. Ces déplacements s'ajoutent aux 34 000 déplacés déjà répertoriés à Butembo par l'Organisation des Nations unies en charge de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) suite aux affrontements entre les FARDC et l'AFC/23.

Le territoire de Mambasa a connu une baisse relative du nombre d'incidents, dont notamment ceux impliquant les ADF (2 en novembre, contre 8 en octobre).

En revanche, les ADF ont continué d'imposer des taxes aux habitants et ont organisé des prêches de conversion à l'islam, comme lors d'un meeting le 5 novembre au village Elake.

Les ADF ont également continué d'attaquer des positions avancées de la coalition FARDC/UPDF. Le 18 novembre, dans le village de Lolwa, la coalition a riposté et intensifié ses offensives contre le groupe affilié à l'État Islamique y compris par des frappes aériennes opérées depuis le territoire ougandais. Le 26 novembre, les ADF ont traversé la Route nationale 4 (RN4), au village d'Andisede vers le nord en direction de la forêt de Mambasa. Les ADF pourraient y planter de nouveaux centres de formation.

Le M23 poursuit son expansion

Le KST a documenté 100 affrontements armés en lien avec la crise de l'AFC/M23.

Quarante-quatre de ces affrontements ont été initiés par l'AFC/M23 et ses alliés.

Au Sud-Kivu, la rébellion a conquis plusieurs nouveaux villages et a étendu son territoire. Elle a fait son entrée dans le territoire de Shabunda le 16 novembre avec la prise du village de Maimingi, à la frontière avec le territoire de Walungu. Elle a par ailleurs progressé jusqu'à Nyombe, menaçant l'aérodrome de Nyalubemba, situé à 8 kilomètres, crucial pour l'approvisionnement des FARDC dans la zone.

La rébellion a aussi conquis les villages de Kilungutwe, Muduhwo, Butondo et Kalama en territoire de Mwenga, chefferie de Lwindi en groupement de Mukangala le 20 novembre. Le village de Kasika, dernier verrou du chef-lieu du territoire de Mwenga sur la RN2 est passé sous le contrôle de la rébellion le 25 novembre après d'intenses combats contre les FARDC et alliés.

Le 23 novembre dans le territoire de Kabare, au village de Mwanda en groupement Irhambi Katana, au moins dix civils soupçonnés d'appartenir aux groupes *Wazalendo* ont été sommairement exécutés par les combattants de l'AFC/M23. Au Nord-Kivu, dans le territoire de Rutshuru, groupement de Binza au village de Kiseguru, des combattants FDLR/RUD ont attaqué et pillé plusieurs habitations. Après leur forfait, ils sont tombés dans une embuscade tendue par les combattants AFC/M23. L'affrontement qui s'en est suivi a fait un bilan de cinq combattants FDLR tués et dont les corps ont été exposés aux populations civiles avant que la Croix-Rouge locale n'ait reçu l'autorisation de les enterrer le 15 novembre.

De leur côté, les FARDC ont ciblé et bombardé les positions de la coalition MRDP-Twirwaneho, Red Tabara, Forces nationales de libération (FNL) et AFC/M23 sur les hauts-plateaux du territoire de Mwenga, notamment à Mikenge 1 le 15 novembre et à Rwisankuku et Tuwetuwe le 17 novembre. Aucune perte en vie humaine n'a jusqu'à ce stade été rapportée.

Les FARDC en appui aux Raia Mutomboki Maheshe ont également bombardé les positions de l'AFC/M23 au village de Karembo en territoire de Walungu le 20 novembre. Ces frappes aériennes ont fait un bilan de quatorze morts civils et sept blessés y compris des sujets chinois.

Uvira / Mwenga : les *Wazalendo* incontrôlés

Le 23 novembre, dans le territoire d'Uvira, les Mai-Mai Landa Bango et les Mai-Mai Makanaki ont attaqué les FARDC qui assuraient la protection d'une distribution de vivres du Programme alimentaire mondial (PAM) dans le quartier Sondo en ville d'Uvira. Cette attaque a fait un bilan de deux morts et un blessé dans les rangs des FARDC, quatre morts et un blessé du côté des Mai-Mai ainsi qu'un mort et quatorze blessés parmi les civils.

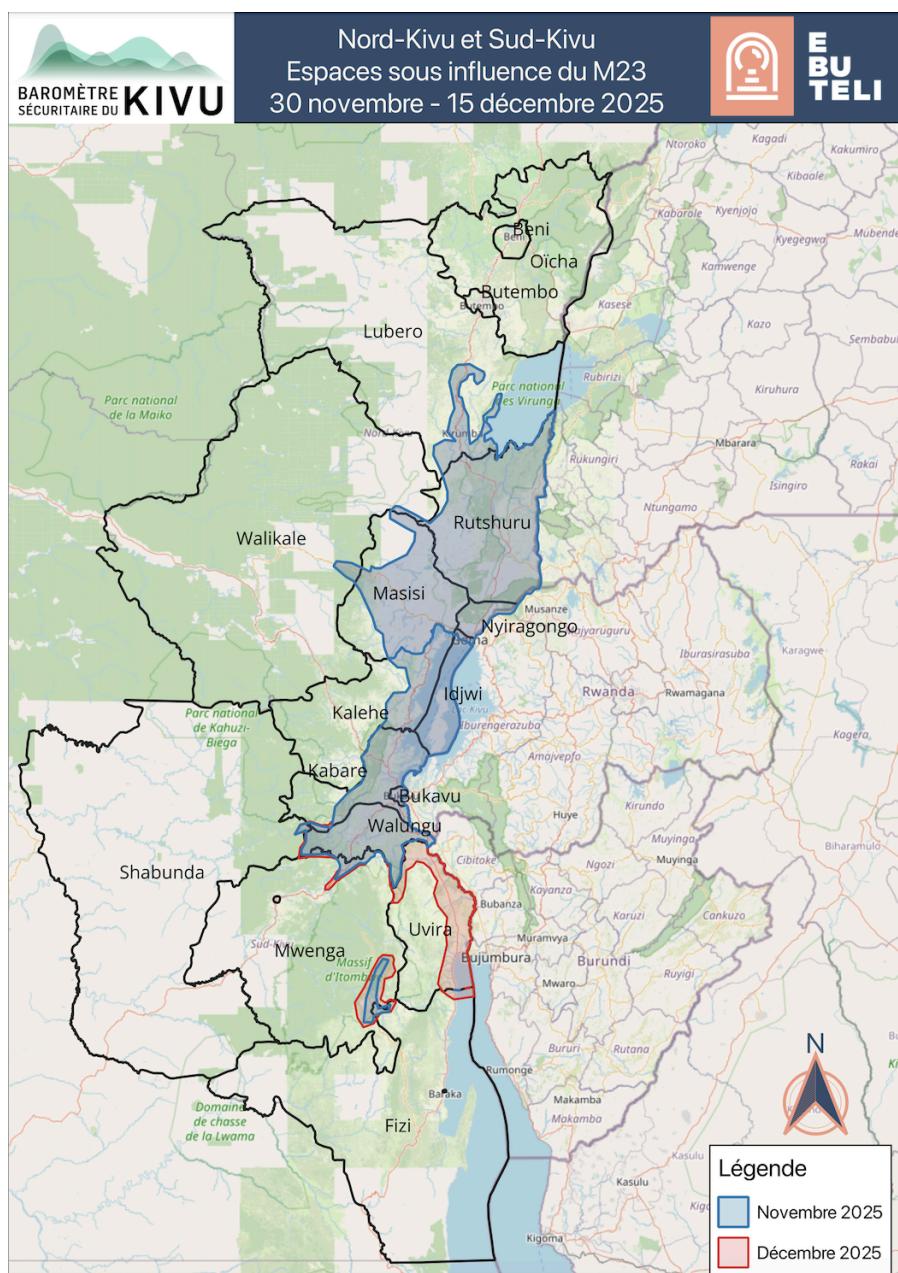
Le 24 novembre, à Kalundu, les Mai-Mai Kuruninga ont attaqué le convoi du commandant sous-secteur opérationnel de Fizi, causant la mort de deux militaires FARDC.

La riposte des FARDC appuyé par les éléments de la coordination de la Réserve armée de la défense (RAD) en ville d'Uvira, s'est soldé par un bilan de trois morts et un blessé dans les rangs des Mai-Mai, et un mort parmi les éléments de la RAD.

Le dimanche 23 novembre, un membre des *Wazalendo Kahayihayi* a ouvert le feu sur des jeunes et tué deux d'entre eux dans la paroisse de Luvungi. Cela ferait suite à un contentieux personnel avec les autorités de cette paroisse.

Le 29 novembre, dans le territoire de Mwenga, un conducteur de taxi-moto a été fouetté à mort par des éléments du général autoproclamé Kabala après leur avoir réclamé le paiement de la course qu'il venait d'effectuer.

Au total, les *Wazalendo* ont été responsables de la mort de dix civils et six FARDC sur le territoire d'Uvira. Le manque d'une chaîne de commandement unique, l'indiscipline, l'interférence dans la gouvernance locale ainsi que l'affairisme de ces opérateurs de la violence rendent difficile la gestion des entités encore sous contrôle gouvernemental.



À propos

Le Baromètre sécuritaire du Kivu est un projet d'Ebuteli qui documente et cartographie les incidents de violence dans l'est du Congo depuis 2017.

Ebuteli est un institut congolais de recherche sur la politique, la gouvernance et la violence, basé à Kinshasa.

Site web : <https://ebuteli.org>

X (ex-Twitter) : [@ebuteli](https://twitter.com/ebuteli)

Ce rapport a été réalisé grâce au financement du Département fédéral Suisse des affaires étrangères (DFAE) et de la Bridgeway Foundation. Son contenu relève de la seule responsabilité d'Ebuteli. Il ne reflète pas nécessairement les opinions de la Suisse et de la Bridgeway Foundation.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Secrétariat d'Etat SEE-DFAE
Paix et droits de l'homme

